



29-05-2013

Enseignement Supérieur et Recherche :
le Parti Socialiste à l'œuvre

Mme Fiorasso, Ministre socialiste de l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) vient de faire voter à l'Assemblée Nationale un projet de loi qui soumet bien plus étroitement qu'auparavant l'Enseignement Supérieur et la Recherche de notre pays aux intérêts des grands groupes capitalistes internationaux. Ce que Sarkozy n'avait pas pu mener à bout, Hollande et ses alliés font tout pour y parvenir. **Pour ce secteur comme pour tout le reste, la même politique se poursuit et s'aggrave.**

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Le but final de tout ce monde est exactement le même : briser le système français de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le mettre à l'entière disposition des maîtres de l'industrie et de la finance, en un mot des seuls véritables maîtres du pays.

Tous, de l'extrême droite au PS et ses alliés veulent installer en France un enseignement supérieur et un système de recherche dépendant directement des forces du capital sans aucune entrave, de quelle que sorte que ce soit. Actuellement des entraves existent encore même si les gouvernements de tous bords en ont déjà supprimé pas mal. Il faut maintenant aller plus loin, aller plus vite. **Ce que le capital exige, le gouvernement en place est là pour l'exécuter.**

Les uns et les autres n'ont que faire de plus de 80 universités et de dizaines de centres de recherche dépendant d'un cadre national unique, avec des diplômes nationaux, des personnels enseignants et chercheurs protégés par un statut national. Ce qu'ils veulent c'est « atomiser » les Universités et les centres de Recherche, les mettre en compétition dans une chasse permanente aux crédits que leur attribuerait- ou non – tel ou tel groupe capitaliste et financier. Ceci à condition bien sûr de travailler pour lui, d'être étroitement à sa botte. Voilà comment les dirigeants politiques de tous bords conçoivent l'avenir de l'Université – Recherche dans notre pays.

Cela dit il n'est surtout pas question pour « Communistes » d'être contre

une liaison plus étroite, un rapprochement plus large de l'Université et la Recherche avec l'industrie. C'est indispensable aujourd'hui et ça le sera toujours plus. La grande question est de savoir de quelle liaison il s'agit. Liaison, rapprochement oui mais uniquement pour un développement économique et social au service du peuple et des salariés à commencer par les enseignants et les personnels de ce secteur.

Ce qu'annonce la socialiste Fiorasso ne va pas dans cette direction. Elle vise à réduire encore le rôle des salariés de l'ESR dans la conduite de leur activité professionnelle (évaluation bureaucratique sur la base de critères « économiques » au lieu de critères scientifiques, pilotage financier par une agence gouvernementale fonctionnant sur la même base). Elle veut pérenniser l'emploi précaire, marginaliser les organismes de recherche nationaux où les personnels jouent un rôle important. On a vu qu'elle veut mettre en compétition les universités, les diplômes nationaux et qu'elle veut dans l'immédiat organiser l'ESR en entier sur une base régionale où le rôle des personnels est réduit mais où les entreprises pèsent fortement.

Où en sommes-nous de l'action ?

Les personnels des organismes de recherche et des universités se sont difficilement mobilisés contre cette loi jusqu'à présent. Les organisations CGT, FSU, SUD et FO de l'Enseignement Supérieur et la Recherche soutenues par les associations SLR, SLU et les Comités de précaires n'ont pas baissé les bras malgré les difficultés et ont continué à travailler à la mobilisation des personnels. Ils ont obtenu un premier succès à Paris le 22 mai par la mobilisation réussie contre la politique gouvernementale dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche. A L'Assemblée Nationale, les députés du Front de Gauche ont voté contre, rejoints par les élus écologistes.

Le projet de loi va venir au Sénat le 18 juin. La mobilisation des personnels peut peser sur le vote à condition que les personnels accentuent la pression sur le gouvernement et le Parlement et que le mouvement grandisse encore.

www.sitecommunistes.org